

[Texte]

The third major item, dealt with by many members in the House, was the question of phosphates. I propose to talk about this.

The fourth major point which several speakers referred to—the number of agencies and the proliferation of agencies under the Bill.

And the fifth main area of discussion in the House—the question of effluent discharge fees. The ramifications of this raised the question in many members' minds of whether these fees are a licence to pollute. Several members quite properly feared that this might be so. I hope to be able to allay their fears at these Committee meetings.

First, then, the question of national standards. The whole thrust of this Bill is the optimum management of water resources. May I emphasize those words: the optimum management of water resources—the taking into account of all the uses to which water is put by society and all the benefits derived from this great resource that has been bequeathed to us.

I must say again very strongly that this is not simply an anti-pollution bill. A bill framed to combat pollution alone would miss the point that we must seek a balance among all uses and all benefits. To write a bill simply to combat pollution would not be any more effective than one which was written, say, to control floods alone. I am sure that you would all agree floods are something we would certainly want to deal with in a comprehensive planning of our waters. But to have one bill for floods, another for pollution, and others for the various other aspects and uses and controlling areas of water that are so important, not only from the standpoint of the quality of our life but from that of the efficacy of our industrialized society, would, I trust members will agree, not be the best management approach. So we have here a complete Bill to deal with this optimum management of water in the many uses to which it must be put in this modern industrial state.

We have spoken, then, of water resource management, comprehensive planning and water-quality management, to indicate the breadth of our approach.

One of the facets of this broad management approach is, indeed, the setting of water-quality standards, embracing the question of pollution so pre-eminent in people's minds today. These standards must be the best possible for the particular river or water basin in question. That is the key. They must be compatible with the nature of the river, the resource base of the region, the growth rate of population and industry, and the variety and concentration of uses for that particular river or water basin. We seek to analyse and plan each river and each water basin in detail and set the best possible standards in this way for each basin.

[Interprétation]

La troisième question abordée par beaucoup de députés à la Chambre, est la question des phosphates sur laquelle je veux parler.

La quatrième question est celle du nombre d'organismes et de leur prolifération.

La cinquième question dont on a discuté en Chambre est celle de la redevance de pollution. Beaucoup de députés se sont demandés si cette redevance ne constituait pas en somme une permission de polluer les eaux. Plusieurs députés craignent fort que ce soit là le cas. J'espère dissiper leurs craintes au cours des séances de ce Comité.

J'aborde donc en premier la question des normes nationales. Tout le projet de loi porte sur la gestion maximum de nos ressources en eau. Permettez-moi d'appuyer sur les termes «la gestion maximale de nos ressources en eau», tout en tenant compte de tous les usages que la société peut faire de l'eau et de tous les avantages que l'on peut tirer de cette richesse qui nous a été léguée.

Je dois, une fois de plus insister sur le fait qu'il ne s'agit pas seulement d'un projet de loi contre la pollution. Un projet de loi destiné uniquement à combattre la pollution manquerait son but, qui est celui d'établir l'équilibre entre tous les usages et les avantages. Un projet de loi visant seulement la lutte contre la pollution ne serait pas plus efficace qu'un autre visant seulement la maîtrise des inondations. Je suis sûr que vous êtes d'accord pour dire que nous devons étudier ces questions dans le contexte de la gestion de toutes nos ressources en eau. Rédiger des projets de loi séparés pour ces différents aspects ne serait pas la meilleure façon d'envisager la gestion des ressources, tant du point de vue de l'amélioration du milieu humain que de l'efficacité de notre société industrialisée. Nous avons donc un projet de loi global qui traite de la meilleure façon de gérer nos ressources en eau, en vue des nombreuses utilisations que la société moderne peut en faire.

Nous avons parlé de gestion des ressources en eau, de planification d'ensemble et de gestion de la qualité des eaux; cela donne une idée de l'envergure de nos programmes.

Un des aspects de cette gestion est la détermination de normes qualitatives des ressources en eau, ce qui comprend la question tellement débattue de la pollution. Ces normes doivent être les meilleures possibles pour chaque rivière ou bassin hydraulique du pays. C'est la clé du problème. Autrement dit, ces normes doivent tenir compte de la nature de la rivière, des ressources principales de la région, de la croissance démographique et industrielle et de la variété et la concentration des usages que l'on peut faire de ce bassin fluvial. Nous cherchons à analyser et à planifier chaque rivière ou bassin fluvial en détail et à en fixer les meilleures normes possibles.